

AU MENU

→ Le budget fédéral américain de 2016 et les crédits du secteur agroalimentaire

Le 16 décembre 2015, les membres du Congrès américain ont voté l'« omnibus spending bill », loi budgétaire qui permet de financer à la hauteur de 1 149 G\$ les activités du gouvernement fédéral jusqu'au 30 septembre 2016. Ces crédits ont notamment une incidence sur les sommes allouées au secteur agroalimentaire.

Fonctionnement du cadre budgétaire américain

Aux États-Unis, les années financières (ou exercices budgétaires) débutent le 1^{er} octobre et se terminent le 30 septembre. Toutefois, le cycle budgétaire débute en février par l'énoncé du budget du président qui présente au Congrès ses demandes pour l'année financière à venir. Celles-ci sont étudiées et débattues par chacune des chambres du Congrès qui doivent, normalement, en arriver à une entente avant le 30 septembre. Notons qu'aux États-Unis les crédits sont habituellement votés séparément selon 12 lois différentes qui concernent les 15 départements exécutifs (ministères) du gouvernement fédéral, dont l'United States Department of Agriculture (USDA).

Ainsi, le 30 septembre 2015 se terminait l'année financière 2015 dans un contexte d'impasse budgétaire. Pour remédier à la situation, les membres du Congrès ont adopté une « continuing resolution », grâce à laquelle le gouvernement américain peut prolonger la loi budgétaire durant une partie de l'année financière suivante (de deux à trois mois). Depuis le début des années 2000, il s'agit d'une pratique courante (quasi annuelle) dans la préparation du budget fédéral. Sans la mise en œuvre d'une « continuing resolution », le gouvernement fédéral tomberait dans un état d'inactivité, mieux connu sous le nom de « government shutdown », qui entraîne l'arrêt de toutes les activités, à l'exclusion des services essentiels. Le dernier « shutdown » du gouvernement américain s'est produit à l'automne 2013. Étant donné que les 12 lois entérinant les crédits n'ont pas fait l'objet d'un vote

au cours de l'exercice 2015, l'« omnibus spending bill » de 2016 les englobe dans une seule loi budgétaire générale.

Mesures ayant des effets directs ou indirects sur le secteur bioalimentaire

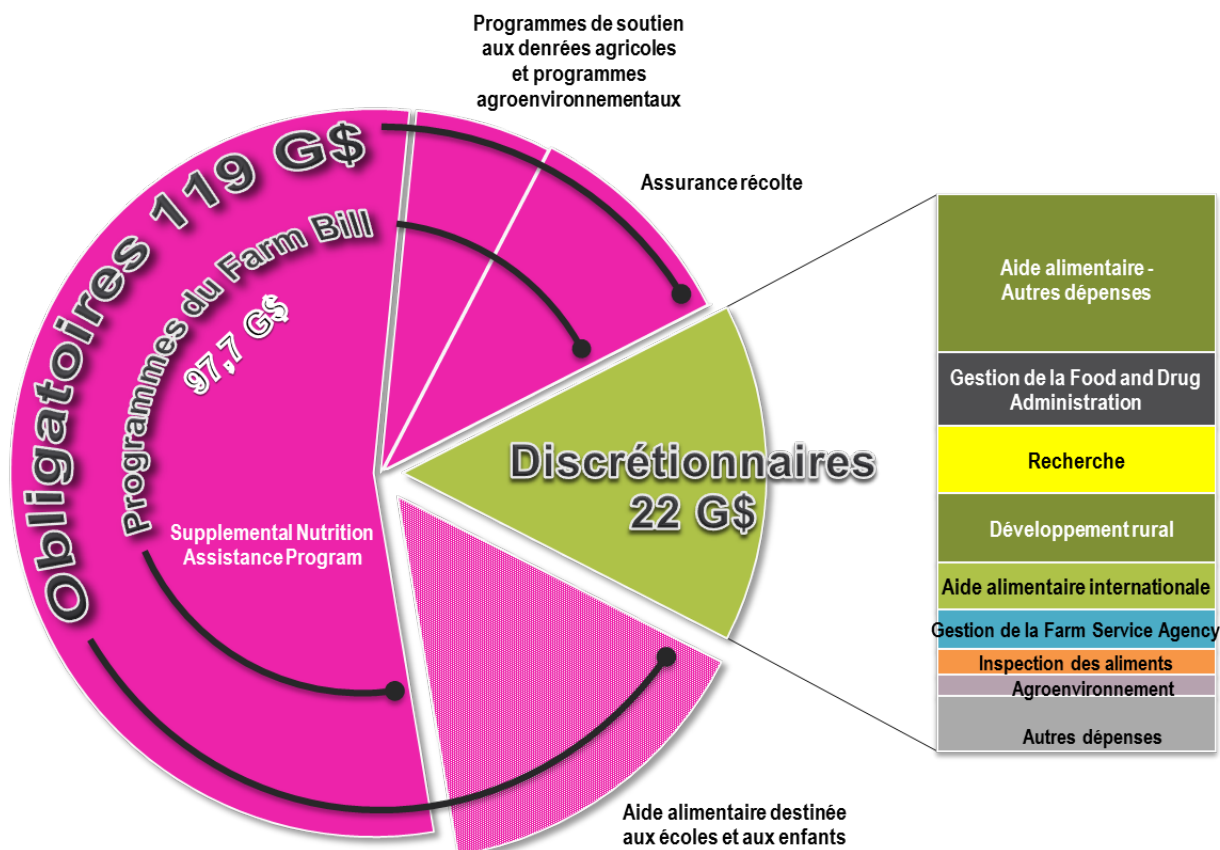
L'enveloppe totale allouée au secteur agroalimentaire en vertu de cette loi budgétaire générale équivaut à 141 G\$ pour l'exercice 2016. De ce montant, 119 G\$ constituent des dépenses obligatoires provenant du budget du Farm Bill (voté en 2014 pour cinq ans) et 22 G\$ consistent en des dépenses discrétionnaires (votées annuellement par le Congrès).

Il est important de distinguer les deux types de dépenses. Seules les dépenses discrétionnaires sont soumises au pouvoir législatif des membres du Congrès au moment du renouvellement des crédits. Les dépenses discrétionnaires permettent de financer principalement le fonctionnement de l'État et les salaires du personnel, ainsi que plusieurs autres initiatives des ministères (par exemple, à l'USDA : la salubrité des aliments, la recherche-développement, le développement rural). Pour ce qui est des dépenses obligatoires, elles représentent des dépenses qui sont engagées selon une loi particulière (le Farm Bill dans ce cas-ci) et qui fluctuent en fonction de la conjoncture économique du pays (par exemple : l'aide alimentaire nationale, les programmes de gestion des risques agricoles). La figure au verso détaille les crédits accordés au secteur agricole américain, en isolant les dépenses obligatoires et les dépenses discrétionnaires.

Notons que, parmi les dépenses obligatoires associées aux programmes du Farm Bill, près de 80 % sont engagées dans le programme d'aide alimentaire national (Supplemental Nutrition Assistance Program ou SNAP), autrefois connu sous le nom de « Food Stamps ».



CRÉDITS ALLOUÉS AU SECTEUR AGROALIMENTAIRE AMÉRICAIN POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE DE 2016



Sources : Congressional Research Service, United States Department of Agriculture et House Committee on Appropriations.

Au total (dépenses obligatoires et dépenses discrétionnaires), ce budget représente une compression de 6,7 G\$ par rapport à celui de l'exercice 2015 et de 27 G\$ par rapport à l'énoncé du budget du président du 2 février 2015. Ces écarts s'expliquent presque exclusivement par la diminution des dépenses obligatoires de 7,6 G\$ au regard de l'année financière 2015, en raison des projections à la baisse des paiements des programmes de gestion des risques. En réalité, les dépenses discrétionnaires affichent une augmentation de 0,9 G\$ en comparaison de l'exercice 2015.

GRANDES CATÉGORIES DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES DESTINÉS AUX SECTEURS AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE EN 2015 ET EN 2016

Titres	Exercice de 2015	Exercice de 2016	Variation
DÉPENSES DISCRÉTIONNAIRES			
Recherche-développement	2,5 G\$	2,7 G\$	+0,2 G\$
Administration des programmes agroenvironnementaux	0,9 G\$	0,9 G\$	0 G\$
Développement rural	2,4 G\$	2,8 G\$	+0,4 G\$
Aide alimentaire nationale	7,1 G\$	6,8 G\$	-0,3 G\$
Aide alimentaire internationale	1,8 G\$	1,9 G\$	+0,1 G\$
Inspection des aliments (FDA)	2,9 G\$	3,0 G\$	+0,1 G\$
Inspection des aliments (USDA)	1,0 G\$	1,0 G\$	0 G\$
Autres dépenses destinées au fonctionnement de l'USDA ou liées aux programmes d'aide	2,8 G\$	3,2 G\$	+0,4 G\$
Total	21,3 G\$	22,2 G\$	+0,9 G\$
DÉPENSES OBLIGATOIRES			
Aide alimentaire nationale	103,1 G\$	103,0 G\$	-0,1 G\$
Programmes de soutien direct : GRE, assurance récolte, agroenvironnement	23,6 G\$	16,1 G\$	-7,5 G\$
Total	126,8 G\$	119,1 G\$	-7,6 G\$
Total global	148,1 G\$	141,3 G\$	-6,7 G\$

¹ Gestion des risques de l'entreprise agricole.

En outre, l'« omnibus spending bill » de 2016 donne lieu à la suppression du COOL (« Country of Origin Labelling » ou étiquetage du pays d'origine), il interdit l'abattage des chevaux pour consommation et il prohibe la vente de saumons génétiquement modifiés tant que la FDA n'aura pas établi des modalités d'étiquetage. Finalement, le « tax extenders bill », voté au même moment, comporte

une extension du soutien fiscal apporté aux producteurs de biodiesel.

Dans le cycle financier du gouvernement américain, le président des États-Unis, M. Barack Obama, aura à présenter au Congrès, d'ici le mois de février 2016, une demande de budget pour l'année financière 2017. Cette demande sera l'objet de débats au Congrès, qui devraient conduire à un accord budgétaire le 30 septembre 2016.